

Journal de Roubaix

A St-JACQUES
THE des Studios
LILLE
MAISON DE PREMIER ORDRE
Robes et Collections
POUR DAMES et FILLES

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements... Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5
Directeur-Propriétaire: Alfred REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES : A Roubaix, rue de la République, Journal Grand-Paris... A Lille, rue de la République, Journal Grand-Paris...

LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Après la courte joie du succès électoral, les élus du 27 avril et du 11 mai vont se trouver en présence. Tout, sans distinction de parti, se sont engagés à mettre au service du pays leur intelligence, leur aptitude au travail, leur dévouement... Mais le monde est sincère, il ne sera pas content d'aborder sans retard les utiles et nécessaires besognes pour lesquelles le congrès a été tenu.

minera pas sans que des crédits supplémentaires aient rétabli la dépense. C'est aux causes qu'il convient de s'attaquer. Or, les causes de coulage sont dans l'administration elle-même, et la réforme financière a pour point de départ la réforme administrative. Travail de longue haleine et dont les résultats ne peuvent être immédiats, car il réclame, en même temps que de la fermeté, le respect des droits acquis; mais travail indispensable si l'on veut donner un air plus bienfaisant aux ressources qui sont aujourd'hui absorbées par un fonctionnarisme improductif.

ACTUALITE



La police fait tous ses efforts pour arrêter les coupables. Chaque agent donne à toutes les personnes: « C'est pas vous qui serez par hasard madame Humbert ? »

M. Reinach, moins que tout autre, pouvait douter de la solidité qui accable toute une famille sous le poids des fautes d'un de ses membres. Me de Saint-Auban, second avocat de Mme Henry, prend la discussion au point où l'a laissée M. Chenu. Avant d'entrer dans l'examen des faits, M. de Saint-Auban estime qu'il est utile de scruter le difamateur et de le désabiller.

LE DISCOURS DE DUNKERQUE

Dans le discours qu'il prononça à Brest avant de s'embarquer pour la Russie, M. le Président de la République avait adressé à M. Waldeck-Rousseau et à ses collègues des éloges que quelques-uns trouvaient alors un peu exagérés. Le ministre étant déjà démissionnaire, M. Loubet ne se compromettait pourtant pas beaucoup en le couvrant de fleurs et, dans l'intention évidente d'enlever toute portée aux louanges qu'il venait de décerner aux membres du gouvernement, il eut, d'ailleurs, la bonne précaution d'annoncer ensuite son intention de travailler à la reconstitution de l'Union dans les pays.

A en juger par ce début, la Patrie française, désormais entrée dans sa phase parlementaire, devrait, si elle fallait bien, être aussi sectaire que les pires parlementaires contre lesquels elle faisait, hier, campagne au nom de la liberté d'association. Ce serait la sa nouvelle condition d'existence. Je proteste au nom de ceux qui sont venus à la Patrie française parce qu'elle défendait les idées nobles de patrie, de justice, de tolérance et de liberté. Vous n'avez, à aucun titre, le droit de lui imposer une si singulière évolution. Qui donc vous en donne mandat ?

LA RETRAITE DU MINISTÈRE ET LA NOUVELLE CHAMBRE

Paris, 28 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Waldeck-Rousseau. La délibération a duré environ une heure. LE MINISTÈRE RESTE ENCORE. Il est tout naturel d'attendre du silence gardé au sujet des résolutions définitives de M. le président du Conseil que la démission annoncée du cabinet n'aura pas lieu, comme on le supposait jusqu'ici, avant l'ouverture de la nouvelle législature.

INFORMATIONS

UN INCIDENT COMMERCIAL AU GONGO FRANÇAIS. Londres, 28 mai. — Une légation de Liverpool aux journaux annonce que la maison Holt vient de déposer des plaintes au sujet de la mauvaise situation qui lui a été faite au Congo français.

UNE ENCYCLOPÉDIE SUR LE CHARIOT

Paris, 28 mai. — L'Univers publie la dépêche suivante: Rome, 28 mai, 1 h. 35. — Ce soir paraît une encyclopédie relative à l'Éucharistie telle que se rattache à la consécration du pain humain en l'honneur de Jésus et à l'Eucharistie sur le Christ Rédempteur.

LES BELGES NATURALISÉS FRANÇAIS

Le ministère de l'Intérieur vient de publier la statistique des naturalisations pour l'année 1901. Sur 1.998 personnes qui ont opté pour la nationalité française, on compte 350 Belges.

RELIGIEUX ANCIENS

Le tribunal correctionnel de Toulon a acquitté les anciens religieux Salaisons qui dirigent l'orphelinat de la Navarre, et que le gouvernement faisait poursuivre comme ayant contribué à la loi contre les associations et n'étant pas véritablement sécularisés.

CRISE MINISTÉRIELLE EN ESPAGNE

Contrairement aux espérances qu'on avait hier eues, la crise ministérielle en Espagne n'a pas pu être évitée. Tous les ministères ont tenu leurs démissions.

LETTRE DE CRISE MINISTÉRIELLE ANGLAISE

Londres, 28 mai. — Les journaux anglais ont écrit que la question dans les cabinets de la Chambre de députés, entre les membres du cabinet. Le chancelier de l'Échiquier serait prêt à démissionner.

LA MISSION FRANÇAISE A NEW-YORK

Malgré les mauvais temps, une foule de plusieurs milliers de personnes a fait un accueil enthousiaste à la mission française, au moment de son arrivée hier après-midi à New-York. Les honneurs militaires lui ont été rendus par la Garde Nationale et la Milice Navale.

L'AFFAIRE HENRY-REINACH

Paris, 28 mai. — Les débats de cette affaire, qui remontent à trois ans et demi, viennent de s'engager devant la 1re chambre du tribunal civil. On se rappelle les numéros du Siècle du 27 novembre et 7 décembre 1898 où J. Reinach avait accusé le colonel Henry d'être le véritable traître avec le complot d'Estherazy et d'avoir touché 100.000 fr. pour prix de sa trahison.

A LA « PATRIE FRANÇAISE »

Démission du colonel Monteil. Après M. François Coppée, le lieutenant-colonel Monteil vient de quitter la Ligue de la Patrie française. Voici la lettre qu'il a adressée au président de la ligue, M. Jules Lemaître: Paris, 25 mai 1902.

UNE RÉFORME POSTALE NÉCESSAIRE

Il existe dans les règlements de l'Administration des postes françaises, quelques lacunes qui méritent d'être signalées: une autre, la suivante qui me paraît constituer un véritable vol de la part de l'Etat.

LE « RENTO VIAGÈRE » DE PARIS

Nous avons sous les yeux un élégant petit livret à couverture en papier chagrin grenat, ornée en tête d'un superbe dessin argenté, avec le millésime 1902 dans le coin inférieur. Ce petit livret est intitulé: Almanach illustré de la Rente Viagère de Paris, société anonyme au capital de dix millions de francs.

plation: les trois ans étant écoulés, la prescription était acquise, l'argent devenait la propriété de l'Etat. Ainsi, vous confiez de l'argent à une administration, moyennant un intérêt, vous êtes chargé de la faire parvenir à un tiers; cette administration commet une erreur (la perte de votre lettre) et, avant d'encaisser la somme versée, au profit de sa caisse, ne prend même pas la peine d'avertir les intéressés « dont elle a les adresses », que, par sa faute, l'argent n'est pas parvenu à destination.

LES CENT MILLIONS

L'AFFAIRE HUMBERT-CRAWFORD. L'origine de l'affaire et le krach de l'Union générale. Le « Matin », qui continue sa campagne, recherche, dans son dernier numéro, l'origine de l'affaire et se demande si Humbert, l'ancien, le grand homme, celui qui fut garde des sceaux et président de la Cour des comptes, fut un jurisconsulte, confiné dans les régions arides du droit, comme sa veuve le prétend, ou un horrible et hypericte coquin.

LES RÉUNIONS DE GROUPES

Deux groupes se sont réunis aujourd'hui. L'ancienne union progressiste, qu'on désignait aussi sous le nom de groupe Lebaudy, et le groupe radical-socialiste. Nouvelle excommunication des progressistes, tentatives très accentuées de faire l'ancienne condition ministérielle, affirmation d'une politique de combat contre l'église en réponse à l'union et à l'apaisement formulé à Brest, pression insolente sur le choix que le président de la République est appelé à faire.

LES DÉBATS DE LA CHAMBRE

Deux députés, MM. Collet, Trouillot, Etienne, Rostin, Cyprien, Muteau et Chautemps (Haute-Savoie), ont été désignés pour s'entretenir avec les députés des autres groupes de gauche, radicaux, radical-socialistes, et socialistes, en vue de l'élection du bureau provisoire. Comme on le voit, les progressistes ont été écartés. A noter aussi que la plupart des députés sont des radicaux. L'union démocratique prétend avoir recueilli 70 adhésions.

LA DÉMOSNATION DE M. HENRI

Le groupe radical-socialiste estime que la majorité républicaine de la Chambre ne peut accepter qu'un gouvernement pris dans le bloc républicain qui a tiré son existence dernière élections, et résolu à exécuter une action vigoureuse antidémocratique, à appliquer avec la plus grande fermeté la loi sur les associations et à réaliser les réformes démocratiques et sociales.

LES DÉBATS DE LA CHAMBRE

Le groupe à ensuite décidé de déposer, dès la rentrée un projet de réduction du service militaire à deux ans et un projet sur l'impôt progressif et global sur le revenu. Il a enfin nommé six députés en vue de l'entente à réaliser au sujet de l'élection du bureau provisoire. Tout fait présager que M. Bourgeois sera choisi. On serait revenu au plan de la désigner ainsi au choix de M. Loubet et de triompher par ce moyen de ses résistances.